COMMUNICATION DE MONSIEUR GERBEN-JAN GERBRANDY

I. *Le contexte de la mise à l'agenda*

Je considère cette révisions comme une nécessité politique. Ne la traitons pas comme une simple réforme technique. Notre règlement avait pour ambition de garantir la cohérence des politiques énergétiques et climatiques des états membres, à travers le plans nationaux intégrés énergie-climat (PNEC), qui devait permettre de coordonner nos engagements.
A ce titre, j'estime que l'UE a fixé des ambitions climatiques importantes et que c'est une réussite, mais je dois dire qu'elle est mise en échec sur les engagements nationaux. La guerre aux portes de l'Europe, le contexte international dégradé ont révélé une vulnérabilité stratégique dont il nous faut sortir : notre dépendance aux combustibles fossiles importés.

Comme je le déclarais en novembre 2025, nous devons faire de l'action climatique une opportunité pour renforcer notre compétitivité économique, cet cette compétitive conditionne la portée de nos ambitions). Cela nous permettra de conjuguer trois objectifs :
1. l'indépendance énergétique
2. La compétitivité
3. La décarbonations.

II. *Configuration de la négociation : où se placer face à ses rapports de force*

Notre assemblée est dominée par une droite conservatrice et/ou frugale. Il y a donc un certain nombre de résistances à une gouvernance européenne ambitieuse et il faudra donc construire une majorité ambitieuse capable de les surmonter.

Je pense d'abord à une problématique contraignante qui pourra susciter des désaccords : celle de l'opposition entre une gouvernance européenne plus contraignante et souveraineté nationale. J'entends défendre une gouvernance européenne plus contraignante et harmonisée pour renforcer notre efficacité, et notre crédibilité politique.

C'est aussi un sujet de désaccord que nous pourrions avoir avec une partie de la gauche, mais aussi de la droite (pour des raisons précisément inverses) : celle de la tension entre ambition climatique et compétitivité. Il faut compenser la hausse des obligations climatique par de larges investissements industriels et des partenariats public/privé pour soutenir la compétitivité de nos entreprises. Enfin, l'objectif de créer une large majorité nous oblige, et je

m'engage à nourrir des discussions approfondies avec les Verts, s&d, et le PPE pour atteindre nos objectifs climatiques.à l'horizon 2040.

Cela ne nous permettra pas d'éluder un certain nombre de points de désaccords : notamment sur le nucléaire, le rythme de la transition et les contraintes nationales. Elles pèseront et nous les prendrons en compte, en avançant nos arguments et en cherchant des convergences, toujours dans l'esprit de l'Union.

III. ***Prospective et stratégie : ma position au sein de Renew***

Comme j'ai commencé à le développer, c'est pour une Union européenne indépendante, climatiquement ambitieuse et prospère que je me battrai.
A mes yeux, l'enjeu principal est celui de la souveraineté énergétique. Il faut renforcer l'intégration énergétique de l'Union, car la coordination nationale ne suffit pas :

- en regard des enjeux transfrontaliers des réseaux,
- des approvisionnements
- et des investissements.

Mais aussi, je refuse à un assouplissement réglementaire qui sous couvert de fonctionnalisme économique, autorise un recul des ambitions climatiques. Par simplification, nous entendons efficacité dans l'application des objectifs climatiques, et non abandon des engagements européens.
Enfin, la transition écologique constitue une politique industrielle européenne. Je veux privilégier les investissements dans les renouvelables, l'électrification, l'efficacité énergétique et les infrastructures, plutôt que de prolonger notre dépendance aux combustibles fossiles.

Premières propositions. - D'abord, un renforcement des mécanismes de suivi des PNEC (trop d'état ne respectent pas leur engagement car profitent du cadre non contraignant actuel). Nous pourrions penser à l'obligation pour les États de présenter des trajectoires de suppression progressive des subventions aux énergies fossiles. Je pense aussi à la création d'outils de pilotage à distance : des indicateurs mesurables sur l'indépendance énergétique et l'électrification par exemple. Mais encore : une plateforme de coordination des investissements dans les interconnexions énergétiques et les réseaux de distribution.
Il s'agit là de pistes, à explorer puis approfondir lors de la renégociation concrète.
Ouverture au dialogue :

- simplification des obligations administratives
- Flexibilité des trajectoires nationales lorsque les objectifs climatiques ne sont pas compromis

Mais un certain nombre de points non négociables :

- la crédibilité de l'objectif climatique 2040
- Des mécanismes européens de suivi efficaces
- Trajectoire de réduction de la dépendance aux combustibles fossiles




GAME